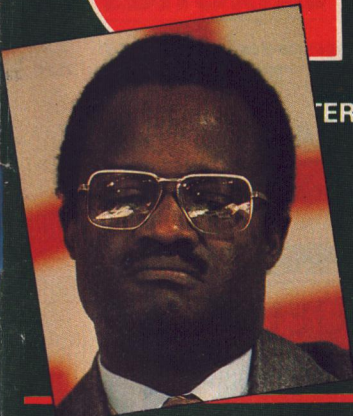


* Jeune afrique

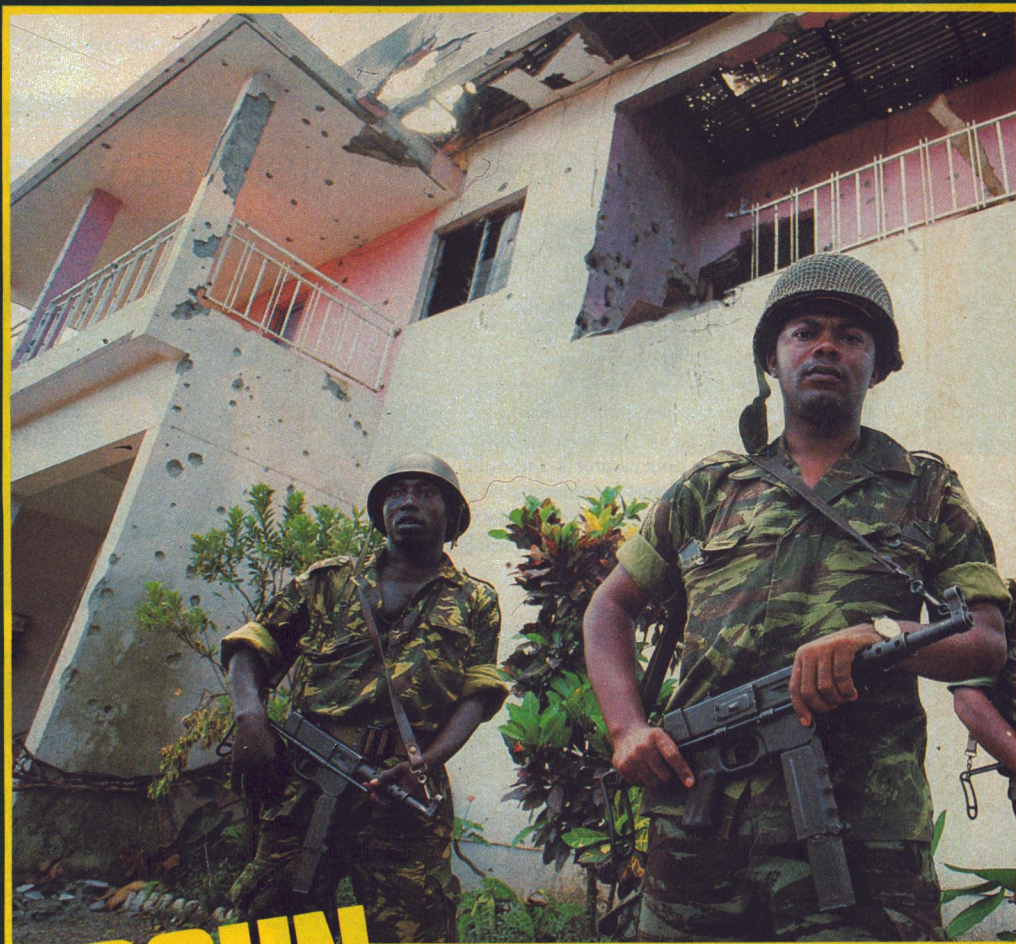
INTERNATIONAL INDEPENDANT 24^e ANNEE

N° 1216 DU 25 AVRIL 1984



**SENEGAL
QUI A TOMBE
HABIB THIAM?**

**GUINEE
LIBERTE
ANNEE ZERO**



A Yaoundé, dix jours après la tentative de putsch

CAMEROUN L'ETAT DE CHOC

FRANCE 10 F - ZONE CFA 500 - MAROC 8 DH - TUNISIE 800 - ABU DHABI 11 - ALGERIE 9 - ALLEMAGNE 6 - ANTILLES 10 - ARABIE SAOUDITE 10 - BAHRAIN 1 100 - BELGIQUE 65 - BURUNDI 180 FB - CANADA 2,50 - DANEMARK 18,25 - DUBAI 11 - EGYPT 2,300 - ESPAGNE 250 - HAITI 2 \$ - ILE MAURICE 18 - ITALIE 2 900 - JORDANIE 850 - KENYA 26 - LIBAN 12,50 - LUXEMBOURG 77 FL - MALI 1 000 FM - PORTUGAL ESC. 137,50 - QATAR 10,50 - RWANDA 170 - SUISSE 3,60 - SYRIE 13 - U.S.A. 2,50 - ZAIRE 50 Z.

M. 1936. 216. 10 F

Après avoir ouvert les portes des camps, les nouveaux dirigeants veulent mettre le pays au travail. Dans le respect des droits de l'homme et en faisant appel à l'aide extérieure.

Liberté, année zéro

de notre envoyé spécial à Conakry, Mohamed Selhami

Vive l'armée ! Dos courbé, crâne nu sous le soleil ardent, un vieillard édenté scande ces mots de toutes ses forces. La voix plaintive se perd dans le brouhaha de la foule. Ce sont les anciens détenus du camp Mamadou Boiro qui, en cette matinée de dimanche 15 avril, sillonnent les rues de Conakry pour exprimer leur joie. Le vieillard est au premier rang. Il marche péniblement, mais les jeunes sont là pour soutenir son corps squelettique. « *Maintenant, je peux mourir tranquille. La cellule qui a assombrî dix ans de ma vie est désormais grande ouverte aux rayons du soleil. Plus personne ne l'habitera...* »

La course se termine devant l'immense portail du camp Samory, dans le centre ville de Conakry, là où les nouveaux maîtres de la Guinée ont installé leur quartier général. C'est là également que, dans la nuit du 2 au 3 avril, le colonel Lansana Conté et une quarantaine d'officiers ont décidé de mettre fin à l'ère des cauchemars. Sanglé dans son uniforme vert kaki, visage digne, « le libérateur », « le rédempteur », « le sage », « le redresseur de torts » — des épithètes qu'on lui donne — accueille ses visiteurs. Il s'exprime en soussou : « *L'armée n'a fait que son devoir. Mais la joie ne doit pas nous détourner du travail. Tout reste à faire. Ainsi je demande aux Guinéens de se mettre à la tâche...* »

Le travail ? C'est quelque chose

que les Guinéens ont oublié. A preuve, cette usine de textile et cette tannerie qui n'ont jamais fonctionné. Ce port pratiquement délabré. Cette gare abandonnée aux sans-logis et qui pue la misère. Ces épiceries fermées par manque de marchandises. Ces pharmacies sans médicament. Cette administration rongée par le laxisme et la corruption à tous les niveaux. C'était quoi le travail ? « *On nous mobilisait tous les jours pour applaudir les discours fleuves de Sékou Touré. Durant vingt-six ans, cet homme n'a fait que parler. Il nous a menés en bateau.* » Diplômé de l'Institut polytechnique de Conakry, 26 ans, cet ingénieur chimiste vend des oranges pour vivre. « *Que voulez-vous que je fasse ? Ma spécialité n'existe pas. La vente des oranges m'a permis de nourrir mes parents, mes dix frères et sœurs, ma femme et mes trois enfants.* »

La misère et la mort : deux mots qu'on veut bannir

Tout ce monde se retrouve tassé dans une seule pièce au sol de terre battue du quartier Madina. Exposé aux maladies les plus diverses et les plus dangereuses — tels le paludisme et la tuberculose qui font des ravages.

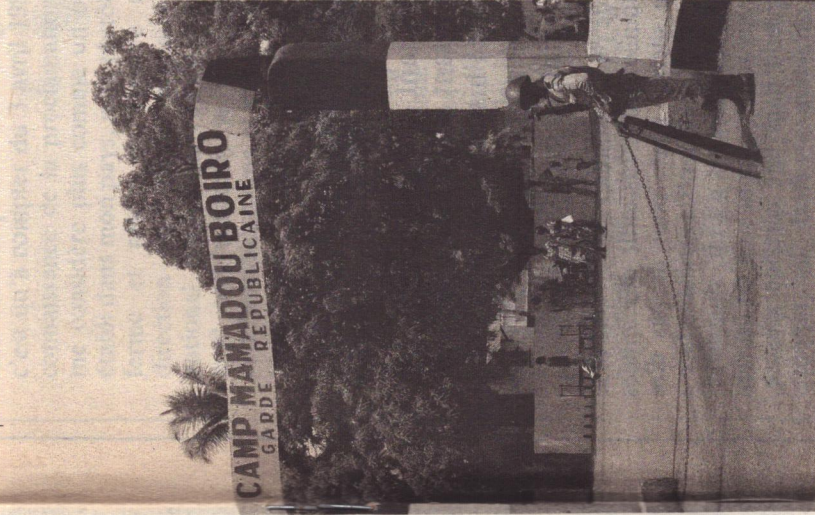
Plus de 90 % de la population partagent le même sort. Malheur à ceux qui osaient exprimer leur désespoir. On les traitait d'« *anti-révolutionnaires* » et ils se retrouvaient au camp Boiro. La misère ou la mort. Deux mots que les militaires se proposent de bannir à jamais. « *Il faut une Guinée nouvelle, prospère, démocratique, débarrassée du racisme, du sectarisme, de la démagogie* », nous a déclaré le président Lansana Conté. Comment y arriver ? « *Inventer ce qui existe en potentialités économiques. Mobiliser toutes les couches vives de la nation sur le front du travail...* »

Si le nouveau régime a toutes les chances de mettre les Guinéens au travail, l'héritage économique, lui, est un véritable désastre. Il n'y a pas d'infrastructure ni d'équipement. Les caisses de l'Etat sont vides. Il n'existe aucune statistique sur les exportations et les importations que la Guinée de Sékou Touré a pu faire durant les vingt-six années écoulées.

La vengeance ne résoudra pas les problèmes

La bauxite, principale ressource du pays, a profité à la seule famille du président défunt. L'argent que son exploitation a pu rapporter a été placé dans les banques occidentales aux noms d'Ismaël Touré et consorts. Ceux-là même qui se retrouvent incarcérés à leur tour, en attendant d'être jugés « *selon la loi* ».

Ainsi en a décidé le président Lansana Conté qui s'approprie à signer la convention de Genève sur les droits de l'homme. « *Ceux qui seront reconnus coupables de délits économiques et administratifs recevront la sanction correspondant à la gravité du délit, au cours d'un procès légal* », a-t-il déclaré. La décision du président ne fait pas l'unanimité au sein du Comité militaire de redressement national. Certains officiers partagent le sou-



L'entrée du camp Boiro. Les coupables seront jugés « selon la loi ».

qui, dans ses manifestations de rue, demandent un châtimement exemplaire.

Cette soif de vengeance s'est amplifiée après que Siaka Touré et une centaine d'officiers et de sous-officiers de la gendarmerie et de l'ancienne garde présidentielle eurent essayé vainement, le 7 avril, un contre-putsch. Siaka Touré, qui jusque-là avait été épargné par le nouveau régime, a rejoint, menottes aux mains, les autres détenus qui ont quitté le camp Alpha Yaya pour l'intérieur du pays. « *Nous nous refusons à pratiquer les méthodes atroces et expéditives de l'ancien régime. Là n'est pas notre mission* », nous a déclaré le Premier ministre, le colonel Diarra Traoré.

Très politisé, ouvert, l'élocution et le contact faciles, le colonel Traoré ne connaît que trop les tensions latentes de son pays. Il a été quinze ans gouverneur dans diverses régions administratives, dont la dernière est celle de Boké. « *Venger les morts par d'autres*

M Selhami A.

GUINÉE

morts ne peut mener qu'à la guerre civile », a souligné le Premier ministre. D'autant que, selon lui, cette vengeance ne résoudra pas les problèmes qui se posent au pays et qui ont besoin de solutions rapides.

Les plus importants sont l'alimentation, la situation monétaire, l'enseignement, la santé. Pour cela, l'aide étrangère est impérative, en particulier celle des Occidentaux. Des démarches ont été faites dans ce sens, notamment en direction de la France avec qui les nouveaux dirigeants guinéens veulent entretenir des « *relations privilégiées* ». La monnaie nationale, le syli, n'a plus aucune valeur (10 FF se vendent 270 sylis au marché noir).

Conakry souhaite d'ailleurs l'intégration de la Guinée dans la zone franc. Ce fut l'un des principaux thèmes des entretiens du colonel Diarra Traoré avec les responsables des Etats africains visités (Sénégal, Gambie, Mali, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau) du 6 au 16 avril, et avec le conseiller de l'Elysée, Guy Penne, qui se trouvait à Dakar. On ne se fait cependant pas trop d'illusions sur une aide économique accrue de la France. « *Elle a ses propres problèmes économiques, mais le peu qu'elle nous fournira sera le bienvenu* », nous a expliqué le ministre de l'Information, le capitaine Mohamed Traoré.

Tendre la main à tous les pays, y compris la Libye

Le régime militaire de Conakry tend la main à tous les pays du monde, « *de l'Est ou de l'Ouest, y compris la Libye* », nous a déclaré le ministre de la Défense, le capitaine Lanciné Keita. « *Voyez-vous, Kaddafi n'est pas notre ennemi* », a-t-il précisé. Il est vrai que le capitaine Keita a reçu, au lendemain de l'avènement du CMRN, une offre de Tripoli en matière d'argent, de pétrole — qui commence à se faire rare à Conakry —, d'armement et de tenues militaires. La démarche a été accomplie par l'ancien ambassadeur libyen en

Guinée, Meftah Madhi, qui s'y trouvait pour les funérailles de Sékou Touré.

L'Arabie saoudite et le Maroc ont fait des propositions presque similaires. Rabat a déjà fourni quelques centaines de tonnes de nourriture et de médicaments. Opération de charme, ce geste a été du nouveau régime, ce geste a été accepté sans plus. Coup de théâtre ! Le 15 avril à Dakar, le Premier ministre guinéen s'est déclaré déterminé à inviter la RASD (République arabe sahraouie démocratique) à siéger au prochain sommet de l'OUA — reporté au mois de novembre. Du coup, le Maroc qui a investi environ 90 millions de dirhams (1 DH = 1 FF) dans les préparatifs du sommet et qui devait assurer la sécurité des chefs d'Etat, se trouve mis à l'écart. D'autant qu'il a été demandé à la France d'aider à la préparation du sommet.

L'Algérie est redevenue « l'ami privilégié »

En outre, l'image de marque du Maroc s'est brutalement ternie à Conakry. Les nouveaux dirigeants ne font rien pour la soigner. « *Les Marocains ont gardé le corps de Sékou et nous ont envoyé un cerceuil vide* », nous a raconté un lieutenant. « *Nos diamants et notre or sont à Rabat* », a ajouté un journaliste. Rumeurs qui ont fait tache d'huile et qui ont obligé les autorités à renforcer la protection de la mission diplomatique marocaine. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, l'Algérie est subitement redevenue l'« *ami privilégié* ». Le premier télégramme de félicitations parvenu au colonel Lansana Conté était signé Chadli Bendjedid. Et une importante délégation algérienne dépêchée le 15 avril a été chaleureusement reçue à Conakry. La deuxième république de Guinée est entrée de plain-pied sur la scène internationale et dans ses mille et une contradictions. ■



Siradiou
Diallo

Sans haine ni rancune

Siradiou Diallo s'exprime ici en toute liberté. Non pas en tant que journaliste de *Jeune Afrique*, mais à titre personnel, en tant que Guinéen traitant d'affaires guinéennes et s'adressant à ses compatriotes, en un moment important de l'histoire de son pays. Par respect autant qu'en raison du recul nécessaire à son devoir d'informer, *Jeune Afrique* demeure en retrait de ce dialogue qui relève de la politique intérieure d'un pays.

Sauf imprévu, je serai à Conakry dans les prochains jours. Inutile de dissimuler l'émotion et la joie que j'éprouve à l'idée de retrouver mon pays après vingt-deux ans d'exil. Mais, comme les deux millions et demi de Guinéens avec qui j'ai partagé les souffrances morales et les dures épreuves de longues années passées hors de la patrie, comment ne pas avouer que ma joie est mêlée d'une certaine tristesse ? Car je sais que beaucoup des nôtres ont disparu durant cette période. A commencer, en ce qui me concerne, par mon père qui, après m'avoir attendu durant tout ce temps, s'est brusquement éteint à quatre-vingt deux ans. Moins de deux semaines après la disparition de l'auteur de notre séparation. Coup très dur, d'autant plus que mon « vieux » dont le courage exceptionnel n'a jamais été pris en défaut, malgré les tracés et les inquisitions du régime défunt, fut un de mes meilleurs soutiens dans ma lutte contre ce dernier.

Musulman convaincu, j'accepte cette épreuve et demande à tous les exilés qui s'apprentent à rentrer en sachant, comme moi, qu'ils ne retrouveront pas un père, une mère, un frère, une sœur... de se soumettre sans faiblir à la volonté de Dieu. Mais, hélas, il n'y a pas que les parents et les amis disparus du fait de la loi de la nature, il y a aussi ceux, nombreux, torturés et assassinés par la seule volonté des membres du clan familial de Sékou Touré. De l'école primaire à l'université, en passant par le collège je ne puis, pour ma part, dénombrer les camarades, rencontrés à un stade ou à un autre de ma vie, qui ont péri dans les divers camps de concentration. Malgré tout ce qui a été dit et écrit sur la répression organisée par le clan, les observateurs étrangers sont encore loin de réaliser l'étendue de la tragédie qui s'est jouée en Guinée au cours de ce quart de siècle de notre histoire nationale. Pas une famille n'a été épargnée. Des gens de toutes catégories sociales, de tous âges et de tous sexes ont été froidement et injustement assassinés.

A cet égard, je ne puis dissimuler l'amertume et le regret que les Guinéens ont ressenti, des années durant, devant le silence gêné, pour ne pas dire l'attitude complice, de l'intelligentsia africaine face à notre malheur. Que les hommes d'Etat, singulièrement ceux des pays voisins, n'aient rien dit ou rien fait, cela se comprend dans une certaine mesure, étant donné le caractère syndical des rapports qu'entretiennent les gouvernants. Mais les intellectuels, dont la vocation est de tirer la sonnette d'alarme, de lancer un cri de détresse et, pour tout dire, d'être la conscience des peuples qui souffrent, n'ont pas d'excuse.

Juger les fautes de gestion et les crimes politiques

A présent, nous devons sécher nos larmes et tourner la page. Pour ma part, je rentre en Guinée sans haine ni rancune. Je ne suis habité par aucun esprit de vengeance contre qui que ce soit, même pas contre les membres du clan qui ont versé tant de sang innocent. Toutefois, je souhaite qu'ils soient jugés en bonne et due forme, selon les normes internationales et avec toutes les garanties de la défense. Il ne faudrait pas qu'ils soient jugés seulement pour leurs fautes de gestion, mais essentiellement pour leurs crimes politiques. En présence de juristes internationaux unanimement reconnus, sous l'œil vigilant d'Amnesty International et de la Ligue des droits de l'homme. Deux institutions dont je salue le courage ainsi que l'aide précieuse apportée à nos victimes tout au long de ces sombres années.

Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement de la République de Guinée ne devrait pas sous-estimer le « clan ». Même en prison, ses membres restent dangereux tant en raison de leurs relations que de

leur fortune placée à l'étranger... Ce qui est sûr, c'est qu'à compter du 3 avril 1984, après avoir pris connaissance de la proclamation de l'armée, je ne me considère plus comme un opposant au régime établi dans mon pays, mais plutôt comme un soutien ferme et résolu de l'œuvre entreprise sous la direction du Comité militaire de redressement national. Pourvu que l'esprit de la proclamation du 3 avril soit respecté, je suis prêt à apporter ma collaboration pleine et entière aux nouvelles autorités. Et à me mettre à leur disposition là où elles le voudront, dans le domaine où je puis être utile.

Cela dit, je ne sollicite ni poste, ni honneur, ni gratification. Dans ma position, il est possible de servir son pays sans en attendre un avantage quelconque. Etant donné le lourd héritage qui échoit à l'armée, je pense d'ailleurs que le retour des exilés ne doit pas être précipité, mais échelonné suivant les besoins et les possibilités d'accueil du pays. Un retour massif et immédiat risque, me semble-t-il, d'engendrer une situation difficile pour le gouvernement tant au plan de l'emploi et du logement que de la scolarité des enfants.

Des contraintes auxquelles on ne peut échapper

De même, tout en étant des partisans convaincus du pluralisme démocratique, mes amis politiques et moi-même ne pensons pas qu'il soit bon d'instituer immédiatement le multipartisme. Il est hautement souhaitable que, pendant une période qui reste à déterminer, et selon un consensus national accepté par tous, nous consacrons notre temps et nos énergies à relever les ruines économiques et à panser les plaies psychologiques et morales engendrées par la dictature défunte. Le tissu économique et le corps social dont nous héritons sont trop fragiles pour supporter dès aujourd'hui sans péril les coups et les morsures d'une démocratie à la sénégalaise. Dans la situation actuelle, un gouvernement composé de patriotes civils et militaires choisis tant en raison de leur compétence que de leur dévouement à la chose publique me satisfait pleinement.

Une telle combinaison peut choquer certains esprits épris de libéralisme total. Mais au stade actuel du développement de l'Afrique, elle représente, me semble-t-il, l'unique garant de la paix civile et de la stabilité politique tout en étant un excellent levier pour la marche vers le progrès économique et social. Cependant, un gouvernement d'union nationale n'est pas forcément synonyme de régime monolithique. Dans le cas particulier de la Guinée, autant il serait hasardeux d'ouvrir immédiatement et sans limitation les vannes de la démocratie à l'occidentale, autant il serait dangereux de bâillonner la liberté d'expression. Le peuple guinéen a trop longtemps souffert de la dictature et du césarisme

politique pour ne pas aspirer aujourd'hui à la liberté de critique, pourvu que l'armée demeure cohérente et fidèle à ses engagements du 3 avril 1984.

Même l'existence de courants de pensée différents, sinon divergents, ne saurait mettre en cause la pérennité du nouveau régime. Mais il demeure que la tâche fondamentale des officiers qui ont pris leur responsabilité face à la nation et à l'histoire, la priorité des priorités à inscrire au tableau de leurs préoccupations, c'est de mettre les Guinéens au travail. De leur réapprendre que ce n'est ni avec la démagogie facile, ni avec des discours creux, ni avec les ruines laissées par Sékou Touré. Depuis de nombreuses années en effet, plus personne ne travaille en Guinée. Chacun vit de « débrouillardise » et de passe-droits. L'Etat n'existeait plus. Tout s'achetait avec des devises étrangères, de l'acte de naissance aux diplômes, en passant par les licences d'importation. Les fonctionnaires s'absentaient tant qu'ils voulaient de leurs bureaux, les particuliers ne s'acquittaient ni de leurs loyers ni des taxes de téléphone ou d'électricité. Rares même étaient ceux qui payaient l'essence ou l'avion d'Air Guinée. Chacun s'arrangeait comme il pouvait, avec qui il pouvait. Sans tenir compte des horaires, des lois ou des contrôles.

Avec un tel laisser-aller, ce n'est pas seulement l'armée, comme le dit le Premier ministre Diarra Traoré, qui était devenue un « foutoir », mais tout le pays. Eh bien, c'est cette mentalité corrosive fondée sur la faïnéantise et la tricherie qu'il faudra combattre par extirper de notre corps social. Afin de restituer aux Guinéens le goût du travail, le respect des horaires et l'obligation d'honorer les engagements librement contractés. Autant de normes qui sont la base de toute société moderne et sans le respect desquelles il ne peut y avoir de progrès.

En tout état de cause, les Guinéens doivent se garder d'une illusion : croire qu'il suffit de s'ouvrir à l'Occident pour que, du jour au lendemain, toutes leurs misères disparaissent comme par enchantement. Naguère nous avons cru que l'adhésion de la Guinée au socialisme la transformerait, comme sous l'effet d'une baguette magique, en vrai paradis terrestre. Nous avons déchanté. Aujourd'hui, l'expérience nous a enseigné que la réussite est avant tout fille de l'effort et du travail soutenus.

Qu'on s'oriente vers le socialisme ou le capitalisme, il y a des contraintes auxquelles on ne saurait échapper : la discipline librement consentie et le travail bien fait. Pour avoir perdu de vue cette réalité au profit de l'agitation politique permanente et de la démagogie verbale, Sékou a honteusement échoué. Il nous faut en tirer les leçons avec courage et lucidité. En sachant que nous devons compter d'abord sur nous-mêmes. C'est seulement de cette façon que nous pourrions inspirer confiance et bénéficier de l'aide extérieure indispensable au redressement auquel aspire notre peuple. ■

GUINEE ENFIN !

par Francis Bebey



Notre ami Francis Bebey, musicien, compositeur et poète camerounais, nous a fait parvenir ce poème sur « un pays que je porte en moi avec amour pour tous les espoirs qu'il avait fait naître dans bien des cœurs... et aussi pour ce qu'il en a été près de vingt-six années durant ».

Guinée enfin !
Depuis vingt ans je t'attendais
Au tournant de l'Histoire
Quand Diallo Telli le squelette maintenant desséché
Osait encore lever la tête
A l'approche du Camp Boiro
J'avais placé l'Histoire
J'en suis certain
Avant son propre tournant et m'éciais en vain
Face à la foule silencieuse
Que fait donc mais que fait donc l'Afrique
Devant cette heure tyrannique
Ecumant de sang l'œil rouge
Et la bouche en feu avec des mensonges fumants
Contractés au creux profond de la peur
Et ces lèvres cousues de milliers de Guinéens
Pris au piège après le 28 septembre 1958
Que fait donc l'Afrique-ma-mère
Tandis que l'ogre en boubou blanc
Sourire de Satan
Fait valser des vies sans nombre
Au gré de sa maigre imagination
Et va de l'avant en meurtres sans fin
Même en l'absence de toute délation !
Etat souverain la Guinée ?
Belle excuse pour tous ceux-là qui
Attendant l'écroulement d'un système haï avec ou sans raison
N'auraient pas levé le petit doigt pour sauver
Un peuple rendu misérable
Point ne comptait le peuple
L'Etat c'était Monsieur le Président
Aux énormes portraits poussiéreux calés sous verre
Pour décorer aéroports bureaux administratifs
Marchés et autres lieux publics
On annonçait que le libérateur était
Adoré par toute la population de son pays
Mais malheur à qui s'avancait trop près de l'un
De ces sacro-saints portraits
Aussitôt des sirènes se mettaient à diffuser la nouvelle
D'un nouvel attentat contre le chef de l'Etat
... Cissé Fodé mon ami
Tu serais encore en vie aujourd'hui
Si tu n'avais regardé de travers le cortège présidentiel
Défilant sous ta fenêtre
Et applaudi maladroitement à la manière des contestataires
A ce passage de son discours où Monsieur le Président

B. Collobet/J.A.



A Conakry, le 3 avril, l'explosion de joie populaire.

Reza/Sipa

Libérateur de toutes les Guinées affirmait
Que jamais personne ne pourrait démontrer qu'il y eût jamais
D'exécution capitale en ces terres libérées à jamais
Du joug colonial
J'avais aimé un certain courage
Je l'ai détesté de haut en bas en voyant
Qu'il n'était que supercherie...
Mentir à toute l'Afrique
A tout un grand continent
A tous ses peuples
A tout le monde
Au monde entier !
Et l'autre, voyez-la
Ma sœur hélas !
Ma sœur intimidée par l'apartheid
Qui s'installe douillettement dans ce lit de sang
Et qui chante au nom de l'Afrique
A travers le monde
Et qui jure tous ses dieux nègres et blancs
Que jamais au grand jamais
Le descendant de Samory n'a tué ni fait tuer personne
Crédules Berliinois et Jamaïcains de tout statut
Apportez une Mercedes et installez vite
Un tapis rouge dès sa descente d'avion
Couvrez-la de millions de marks et de dollars
Protégez des poussières de l'aéroport
Cette voix d'or qui n'a jamais chanté pour le fric
Mais seulement au nom de l'Afrique ! Amen.

Guinée enfin !
Au tournant de mon délabrement
J'avais cessé de t'attendre
Pourquoi me reviens-tu en passant par l'Amérique ?
Qu'es-tu donc allée faire là-bas ?
Tu serais-tu trompée de chemin ?
Réponds-moi
A présent tu peux parler : l'ogre est mort
C'est vrai que ce n'est pas toi qui l'as tué
Et ces militaires en uniforme de défilantes joies
Qui éclatent en singulières confidences devant le peuple étonné
Ce ne sont pas eux non plus qui l'ont tué...

Aujourd'hui je ne t'attends plus
Tu es revenue
Toute seule
Comme la vie l'a bien voulu
Tu es là
Dans ce coin d'une Afrique mal bénie qui te préserve encore
Je sens ton cœur qui bat très fort au bord de l'essoufflement
Au début d'une expérience nouvelle
De vie ou de mort je ne sais

Bonne route Amie renaissante
Bonne route
Puisque déjà te voilà qui repars

Paris, le 9 avril 1984.